

Dialogue International sur la Migration

Atelier d'inter-session

Migrants et



Sociétés d'Accueil

Des Partenariats

Prometteurs

Document de Travail



Organisation Internationale pour les Migrations
(OIM)

Genève, 12-13 juillet 2006

L'intégration est l'un des défis majeurs de la migration.

La mondialisation et la mobilité humaine sans cesse accrue sont des facteurs qui favorisent les flux migratoires. De plus en plus, on voit émerger de nouveaux concepts d'appartenance et d'identité traduisant la réalité des situations dans lesquelles se meuvent aujourd'hui les migrants, ceux-ci étant en interaction avec plus d'une seule communauté sur une base transnationale. L'intégration est fréquemment perçue à maints égards comme un processus bilatéral d'adaptation réciproque entre les nouveaux arrivants et les communautés d'accueil. Si les modèles qu'utilisent les gouvernements sont variables, il n'existe pas non plus, à l'heure actuelle, de canevas unique permettant de gérer l'intégration.

Une intégration réussie contribue à faire des immigrants des membres actifs de la vie économique, sociale, culturelle et politique des pays d'accueil. En retour, cette réussite est bénéfique pour les pays d'origine car elle met les migrants en mesure de mobiliser plus facilement leur capital humain et financier à l'appui du processus de développement.

2

Introduction

Les migrants d'aujourd'hui – qu'il s'agisse de résidents permanents, de travailleurs saisonniers, d'étudiants, de cadres, d'accompagnants/membres de leur famille – viennent de toutes les régions du monde, et tous les Etats souverains sont ou bien des lieux d'origine, de transit ou de destination, ou bien les trois à la fois. L'intégration des immigrés constitue l'un des principaux défis auxquels se trouvent maintenant confrontés bon nombre de gouvernements et de sociétés dans le monde. Les stratégies visant à conférer à l'interaction entre migrants et sociétés d'accueil un caractère positif et mutuellement bénéfique sont à considérer comme un élément essentiel de toute politique migratoire globale. Aujourd'hui, plus que jamais, un débat s'impose sur les approches en matière d'intégration, au vu des nouvelles tendances migratoires et de la mobilité mondiale accrue. Les problèmes sécuritaires qui se sont posés récemment ont focalisé l'attention sur ce que doit être l'intégration et sur les succès et les échecs des politiques et des pratiques actuelles. Les gouvernements, la société civile, le secteur privé et les autres parties prenantes aspirent à une approche différente et plus satisfaisante des mesures d'intégration. Etant donné que la plupart des flux migratoires s'inscrivent dans des régions données et que bon nombre des flux devenus habituels se produisent entre pays en développement, l'intégration pose un défi à la fois aux pays en développement et aux pays développés, et pas uniquement à ceux d'entre eux qui s'efforcent d'intégrer définitivement les immigrés.

3

Bien que ce terme soit utilisé et compris différemment selon les pays et les contextes, l'"intégration" peut être définie comme le processus par lequel les immigrés trouvent leur place dans la société, à la fois individuellement et collectivement. Ce terme renvoie généralement à un processus bilatéral d'adaptation réciproque entre les immigrés et les sociétés d'accueil, même si les modalités particulières d'acceptation de la part de la société d'accueil varient d'un pays à l'autre. La responsabilité de l'intégration incombe à de nombreuses parties prenantes : les migrants eux-mêmes, les gouvernements des pays d'accueil, et aussi différentes institutions et communautés publiques et privées. L'intégration n'implique pas forcément une installation définitive. En revanche, elle suppose la prise en compte des droits et des obligations des migrants et des sociétés d'accueil, l'accès à différents types de services et au marché du travail, ainsi que l'identification et le respect d'un ensemble fondamental de valeurs au travers duquel les migrants et les communautés d'accueil doivent se sentir unis dans la poursuite d'un objectif commun.

Les relations unissant les migrants à la société d'accueil peuvent être classées qualitativement selon l'échelle suivante:

- une très faible interaction entre les deux parties, où l'on assiste essentiellement à une ségrégation ou une exclusion des immigrés, à moins que ce ne soit ceux-ci qui s'excluent eux-mêmes de la société dans laquelle ils vivent et travaillent;
- l'attente, par la société d'accueil, de l'abandon de leur identité culturelle par les immigrés, et de leur assimilation dans la culture dominante;
- l'incitation des immigrés à demander la nationalité du pays d'accueil;
- l'encouragement des immigrés à conserver et développer leur culture et leur langue propre dans un contexte multiculturel;

- l'octroi d'identités transnationales et duelles ou multiples, permettant aux migrants d'évoluer dans plus d'une seule société, d'éprouver pour chacune d'entre elles un sentiment d'appartenance et de participer effectivement à la vie de chacune d'entre elles, s'agissant notamment des pays d'origine et de destination.

On voit aujourd'hui se polariser les modèles d'intégration. Ici, le modèle transnational gagne en importance du fait de la mondialisation et des possibilités d'interconnexion qu'elle autorise, alors que là, c'est le choix d'une exigence d'adaptation plus forte à la culture dominante qui prévaut.

L'intégration aujourd'hui

Par le passé, les tendances migratoires ont été dominées par des mouvements uniques et unidirectionnels conduisant à une installation définitive dans les pays de destination. De ce fait, ceux-ci ont pris l'habitude d'orienter l'intégration des migrants vers l'acquisition de la nationalité. C'est pourquoi certains pays n'ont voulu envisager l'intégration que dans cette seule optique, et continuent d'ailleurs de le faire.

A l'heure actuelle, la migration internationale présente de plus en plus un caractère temporaire, circulaire et multidirectionnel, même si l'immigration définitive et de longue durée reste importante. A mesure que l'on voit progresser les migrations à caractère temporaire et circulaire, les pays qui, autrefois, étaient relativement peu concernés par le phénomène migratoire, en viennent à le considérer comme une priorité politique. Ces tendances sur les plans de la direction et de la durée soulignent combien les efforts d'intégration doivent se faire en souplesse et en accordant toute l'attention voulue aux besoins propres à chaque situation, notamment afin de déterminer la place et le rôle spécifiques des migrants temporaires dans les sociétés d'accueil. S'intéresser uniquement à l'intégration en termes de séjour de longue durée ou d'immigration définitive présente le risque de marginaliser un segment de plus en plus large de la population dans bon nombre de pays, avec les conséquences économiques et sociales négatives que cela ne manquerait pas d'induire. Par ailleurs, la situation particulière des migrants irréguliers ne peut pas être ignorée : il faut au minimum que leurs droits humains soient respectés et renforcés. Dans l'intérêt de la cohésion sociale et de la stabilité, des mesures s'imposent pour éviter cette marginalisation et veiller à ce que les migrants respectent les lois et les valeurs essentielles de la société d'accueil.

L'efficacité des stratégies d'intégration dépend dans une large mesure des besoins particuliers des migrants eux-mêmes et du pays ou de la communauté d'accueil. Si les politiques d'intégration que l'on a vu se mettre en place ont surtout été le fait des pays occidentaux et des pays d'immigration traditionnels, tous les pays doivent définir leur propre approche de la question compte tenu des conditions qui leur sont propres. L'approche de l'intégration dans un contexte particulier dépend de la vision qu'a le pays ou la communauté d'accueil des questions d'identité nationale et de diversité culturelle,

entre autres considérations. Par exemple, le fait que les immigrés aient ou non accès au marché du travail et/ou aux services sociaux comme les soins de santé et d'autres formes d'assistance publique dépend de la façon dont le pays d'accueil envisage ces questions non pas seulement à l'égard des immigrés mais aussi de ses nationaux. Est-ce l'une ou l'autre de ces conditions, ou une combinaison de celles-ci qui peut assurer le succès de l'intégration?

Mobilité. identité et transnationalité

5

La transnationalité est une caractéristique qui a tendance à se répandre car l'appartenance à plus d'une seule société au cours d'une vie est désormais chose courante. Aujourd'hui, il est possible d'aller à l'école, de travailler, d'élever des enfants et de prendre sa retraite dans des pays différents. A toutes les étapes, les migrants s'enracinent dans le pays du moment, participent à la vie communautaire et laissent une empreinte durable – volontairement ou non – sur les communautés et les personnes avec lesquelles ils ont été en contact, et sont eux-mêmes marqués par l'expérience vécue. Qui plus est, les membres de la famille et de la communauté qui n'ont jamais quitté le pays d'origine sont directement influencés par les émigrés du fait des réseaux qui se sont ainsi constitués, que ce soit sous la forme d'un transfert de compétences, de rapatriement de fonds, d'investissements, d'échanges culturels ou autres. La progression de la transnationalité conduit à réexaminer d'un œil neuf la conception plus traditionnelle que l'on s'était faite de l'intégration.

Les notions d'identité évoluent par la force des choses en raison de l'"appartenance" de plus en plus fréquente des personnes à plus d'un seul pays ou plus d'une seule société. Cette évolution du sentiment d'affiliation a des répercussions directes sur les politiques gouvernementales dans des domaines tels que la plurinationalité et le droit de vote des nationaux non résidents. Certains gouvernements des pays d'origine ont entrepris de faciliter l'affiliation multiple en considération des avantages que cela offre en termes d'investissements et de création d'emplois dans les pays d'origine.

Stratégies

L'expérience migratoire ne commence ni ne prend fin au moment où une frontière est franchie. Là où les migrations sont planifiées, les efforts tendant vers l'intégration des migrants dans la société d'accueil peuvent commencer dans le pays d'origine par des séances d'orientation précédant le départ, et se poursuivre dans le pays de destination par la fourniture d'une assistance consulaire et de services sociaux, l'incorporation des migrants dans le marché du travail, l'octroi de la nationalité ou d'un autre statut permanent, des campagnes d'information visant à sensibiliser les communautés d'accueil à la présence des migrants et à leur contribution potentielle,

et l'encouragement à une participation accrue des migrants de la deuxième et de la troisième génération à la vie de la communauté d'accueil.

Lorsque la migration n'a qu'un caractère temporaire, un certain niveau d'intégration n'en est pas moins nécessaire pour faire en sorte que le séjour temporaire soit aussi productif et bénéfique que possible. Lorsque les migrants ont choisi une société d'accueil mais n'ont pas été choisis par elle (c'est-à-dire qu'ils sont entrés sans autorisation ou ont prolongé leur séjour au-delà de la date autorisée), les questions d'intégration ont néanmoins leur importance pour des raisons de stabilité sociale, de sécurité et d'identité nationale. Si, dans certains pays, les migrants en situation irrégulière peuvent se voir intégrés de facto, surtout s'ils ont un travail et s'expriment dans l'idiome local, il en est d'autres qui ont adopté des mesures permettant à certains groupes de migrants en situation irrégulière de régulariser leur statut en reconnaissance de leur contribution à l'économie nationale ou, inversement, dans le but de prévenir leur exploitation et leur marginalisation, et leur permettre de s'intégrer plus complètement.

Les stratégies d'intégration mettent à juste titre l'accent sur l'expérience qu'ont les immigrants de la société d'accueil et sur l'interaction qu'ils ont avec elle. Ces stratégies consistent à faire en sorte que les migrants et les communautés d'accueil apprécient et respectent les similitudes comme les différences sociales et culturelles de l'un et l'autre bord. Le succès d'une politique d'intégration peut contribuer à ce que les migrants assument leurs responsabilités sociétales et soient mis en mesure d'exercer leurs droits. L'intégration revêt une importance critique pour la cohésion et la stabilité sociales, pour tirer le maximum d'avantages de l'apport économique et social des migrants, et pour améliorer la qualité de vie des migrants et des membres de la communauté d'accueil. En familiarisant les migrants avec les exigences légales et les pratiques administratives, et en suscitant en eux un sentiment d'appartenance et de responsabilité envers la communauté d'accueil, parallèlement à la manifestation de marques de respect et d'appréciation de leur propre culture, l'intégration peut influencer positivement sur l'aspiration des migrants à se conformer aux règles de la société d'accueil et à contribuer activement à cette société. Cela doit permettre à tous les membres de la communauté, y compris les migrants, non seulement d'éviter les répercussions néfastes qui découleraient de l'isolement et de la marginalisation de ces derniers, mais aussi de tirer avantage du renforcement des communautés concernées.



Aspects de l'intégration

L'approche politique de l'intégration est souvent dictée par le motif ou la catégorie de mouvement, par exemple : persécution ou conflit dans le cas de réfugiés, absence d'opportunités économiques, ou regroupement familial. Les compétences des migrants, les raisons qui les ont poussés à émigrer, leurs valeurs et leurs traditions culturelles, leur lieu d'origine, leur lieu de destination, la durée de leur séjour, le statut familial et le sexe sont quelques-uns des facteurs à prendre en considération à cet égard.

L'intégration comporte un certain nombre d'aspects, notamment économiques, sociaux, culturels, politiques et juridiques. Si de nombreux débats consacrés à l'intégration mettent l'accent sur la possibilité offerte aux migrants de trouver un emploi rémunéré et de contribuer ainsi à l'économie locale, il faut plus que cela si l'on veut qu'ils participent pleinement à la vie de leur société d'accueil. Certains aspects de l'intégration peuvent ne présenter un intérêt que pour les seuls immigrants installés dans le pays, comme c'est notamment le cas de certains droits politiques liés à la nationalité, mais d'autres aspects méritent qu'on leur prête attention, surtout lorsqu'ils concernent des immigrants se trouvant temporairement sur le territoire.

Aspects économiques

Les migrants décident souvent de partir dans le but de trouver ailleurs de meilleures conditions de vie pour eux-mêmes et leur famille, tandis que les pays de destination choisissent fréquemment les migrants sur la base de leur capacité à contribuer à la croissance économique. Dans les pays d'accueil, des politiques ad hoc, menées en partenariat avec le secteur privé, peuvent aider à réduire les écarts entre nationaux et non-nationaux sur le marché du travail, et aussi à améliorer la capacité des migrants à trouver un emploi rémunérateur. Parallèlement, il s'agit d'accorder l'attention voulue aux conditions régnant dans le pays d'origine dans une optique de co-développement favorisant notamment l'esprit d'entreprise et les co-entreprises.

Les conséquences d'un échec de l'intégration économique des migrants ne sont que trop évidentes. Le chômage persistant chez bon nombre d'immigrants de la deuxième et de la troisième génération, et le sentiment croissant d'aliénation, d'isolement et de frustration, souvent alimenté par un mélange de pauvreté relative, de chances limitées d'accès à l'éducation et d'absence de réseaux de soutien, peuvent être la source de tensions sociales et de troubles. Ces problèmes touchent fréquemment la population locale des communautés les moins favorisées et pas uniquement les immigrants, et requièrent par conséquent des stratégies économiques et sociales globales, supposant une intervention des gouvernements à tous les niveaux, mais aussi de nombreuses autres parties, et notamment des employeurs, des communautés locales et des organismes de la société civile.

Aspects sociaux

Que les migrants s'engagent ou non dans la voie de l'intégration peut dépendre dans une large mesure de l'existence ou de l'absence d'une politique sociale préconisant une approche pro-active des migrants. La fourniture de services sociaux, en partenariat avec d'autres parties prenantes, notamment au sein de la société civile, peut faciliter l'intégration en donnant aux migrants les informations et les ressources nécessaires pour qu'ils acquièrent leur autonomie et interagissent avec la société. Les politiques sociales, notamment dans les domaines de l'éducation et de la santé, qui sont de nature à favoriser l'acceptation de la diversité, concourent à ce que les immigrants et leurs familles s'intègrent dans les sociétés d'accueil, contribuant ainsi à les renforcer. Offrir aux immigrants – aux adultes comme aux enfants – la possibilité d'apprendre la langue locale est une première étape critique. Les centres de documentation mis en place à l'intention des migrants peuvent "donner un visage" à de telles initiatives, comme plusieurs pays en offrent déjà l'exemple.

Le fait d'accepter la diversité est un élément crucial, et des efforts concertés doivent être consentis pour créer, entre les communautés de migrants culturellement distinctes et les nationaux, des relations favorisant l'harmonie et la cohésion sociale. Les établissements d'enseignement et les médias ont un rôle particulièrement important à jouer à cet égard pour ce qui est de promouvoir la tolérance et l'acceptation mutuelle.



Aspects culturels et religieux

La migration peut modifier la composition culturelle et le paysage économique de régions, de cités et de communautés entières dans les pays d'accueil du fait de l'accroissement de la population ou en raison des pratiques et des compétences particulières, ou encore des croyances propres aux migrants. Les migrants et la migration peuvent être une source de vitalité et de productivité accrue, en même temps qu'un enrichissement culturel. Toutefois, les différences culturelles et religieuses entre les migrants et la société d'accueil peuvent exacerber les aspects antagonistes de valeurs telles que la liberté d'expression et la liberté de culte et déboucher sur l'intolérance, la discrimination et la xénophobie.

« Les migrants qui ont réussi leur intégration » sont souvent ceux qui participent à des activités communautaires et confessionnelles. Un environnement de tolérance culturelle et religieuse est une condition préalable fondamentale à une telle participation. Pour maintenir la cohésion sociale dans un environnement où la diversité ne cesse de croître, il faut sensibiliser les jeunes générations à la tolérance religieuse dans les écoles et ailleurs, et veiller à ce que les médias donnent de l'immigration et de la diversité religieuse un reflet équitable et équilibré. Par ailleurs, les immigrants originaires de sociétés où la religion joue un rôle essentiel peuvent avoir besoin d'un soutien spécial pour s'intégrer dans des pays où la diversité socioculturelle est plus prononcée.

8

Aspects juridiques

Les aspects juridiques de l'intégration, en ce compris les droits et obligations mutuelles des migrants et des sociétés d'accueil, influencent fortement tous les aspects du processus d'intégration. Tous les migrants – indépendamment de leur statut légal – sont des êtres humains qui peuvent se réclamer des droits fondamentaux et des libertés consacrés par le droit international et plus précisément par les instruments relatifs aux droits de l'homme. Des lois nationales sont votées et adoptées pour veiller à leur respect. L'accent est surtout mis sur la lutte contre la discrimination : un traitement différencié est envisageable, mais la discrimination – une distinction injuste, injustifiable ou arbitraire – ne l'est pas.

Aspects politiques

Une attention proactive à l'intégration des migrants peut être une source d'économie sur le long terme, si l'on considère les dépenses liées à l'échec des mesures d'intégration, que l'on aura ainsi pu éviter. Dans un certain nombre de pays, des politiques ont été prises ou sont en passe de l'être pour :

- lutter contre la xénophobie et la discrimination du fait de la race, de l'ethnie ou de l'origine nationale, et du sexe ;
- faire en sorte que les employeurs se conforment aux normes du travail s'appliquant à tous les travailleurs ;
- souligner les obligations des établissements d'enseignement en ce qui concerne les enfants d'immigrés ; et
- prévenir ou réduire les entrées irrégulières ou le dépassement de durée de séjour autorisée ou, lorsque les migrants en situation irrégulière sont perçus comme contribuant positivement à la société d'accueil, régulariser leur statut.



Au sein des gouvernements, des mesures s'imposent à tous les niveaux -- national, régional, municipal et local. Cependant, l'intégration exige une approche associant non seulement « le gouvernement dans son ensemble », mais « la société dans son ensemble », dans la mesure où le secteur privé, la société civile et d'autres acteurs peuvent offrir une aide précieuse et contribuer par leurs idées à faciliter l'intégration. Des institutions au sein desquelles s'effectue l'essentiel de l'interaction entre nationaux et non-nationaux, telles que les écoles, les marchés et les banques, sont souvent les mieux placées pour évaluer et satisfaire les besoins particuliers de la communauté d'accueil et des immigrants. Les acteurs non étatiques viennent par conséquent compléter les efforts des gouvernements, grâce à leur présence au niveau local, qui leur permet d'engager et d'aider les migrants dans leur vie quotidienne.

De plus, les expériences vécues par les migrants sont une source précieuse d'informations pour comprendre les difficultés liées à l'intégration et mettre en place des stratégies efficaces en vue de surmonter ces difficultés. Elles peuvent également aider à identifier les besoins et les obstacles que révèlent les politiques ou les programmes mis en place à cet effet et déterminer le bon moyen de faire participer des catégories particulières de migrants.



Initiatives en matière de partenariat

Entre les diverses parties prenantes et en leur sein, les partenariats aux niveaux national et international revêtent une importance cruciale pour la mise au point de politiques et de pratiques efficaces d'intégration. Les gouvernements ont un rôle central à jouer pour faire en sorte que de tels partenariats puissent se nouer et soient mis en mesure de fonctionner.

Des partenariats peuvent se nouer entre divers secteurs de la société et se consacrer à une action dans un domaine spécifique, comme de combattre la montée de l'extrémisme ou la perpétuation des stéréotypes. Avec le secteur privé, les partenariats peuvent profiter de l'interaction directe des employeurs avec les migrants sur les lieux de travail et de l'accès à des ressources humaines spécialisées. Avec la société civile, ils peuvent être un moyen permettant de tirer parti des connaissances institutionnelles concernant les questions d'intégration et la conception des programmes en la matière. Les ressources du secteur privé et l'expérience des ONG ont souvent été combinées avec bonheur en vue de la réalisation d'objectifs communs. Les nationaux vivant à l'étranger peuvent apporter des informations de première main concernant les difficultés et les obstacles à surmonter. Les associations d'immigrants peuvent être de précieux canaux de communication avec les diasporas.

Certaines stratégies d'intégration et les avantages qui en découlent, notamment en ce qui concerne les migrants temporaires, pourraient trouver une application plus efficace par le biais de la coopération internationale entre les Etats. Les accords bilatéraux ou multilatéraux et les processus consultatifs régionaux offrent ainsi des opportunités pour tirer un profit réciproque.

Questions clés de réflexion et de débat

Questions clés de réflexion et de débat

- Que signifie aujourd'hui une intégration réussie ?
- Quel niveau d'intégration faut-il viser pour chaque catégorie ou type de migrant ?
- Quelles sont les conséquences du point de vue de l'identité d'un pays ou d'une société ?
- Quelles sont les conséquences au niveau des politiques gouvernementales, notamment en ce qui concerne l'apprentissage de la langue et l'accès aux services sociaux, à l'éducation et aux soins de santé ?
- Quelles doivent être les valeurs essentielles de chaque société et par quel(s) procédé(s) pourrait-on les définir au mieux ?
- La diversité et l'identité transnationale doivent-elles être perçues comme des valeurs inhérentes qu'il s'agit d'encourager, ou simplement comme des réalités que l'on ne peut pas ignorer, et comment faire pour que les communautés des pays d'origine et d'accueil puissent en tirer parti ?

